



CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA SNCF ET LA VILLE DE GRASSE

visant à définir et renforcer les relations opérationnelles entre les deux parties.

Le 14 décembre 2022

ENTRE

La Société nationale des chemins de fer français (SNCF), Société Anonyme à capitaux publics, dont le siège est situé à Saint-Denis (93210), 2, place aux Etoiles, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le numéro 552 049 447,

Représentée par Madame Chantal VAUTIER en sa qualité de Directrice de Zone Sûreté Méditerranée,

Ci-après dénommée « La SNCF »,

ET

La Commune de Grasse, dont les locaux administratifs sont installés Place du Petit Puy à Grasse (06130), identifiée sous le numéro SIREN 210 600 698 et représentée par son Maire en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Commune en vertu de la délibération du Conseil Municipal n°2022-xx en date du 6 décembre 2022, transmise en sous-préfecture de Grasse le 9 décembre 2022,

Ci-après dénommée « Ville de Grasse »,

Ci-après désignés collectivement par « les parties ».

Après avoir recueilli l'avis de Monsieur Damien SAVARZEIX, le Procureur de la République près le Tribunal Judiciaire de Grasse et l'avis de Monsieur Jean-Claude GENEY, Sous-préfet de l'arrondissement de Grasse.

Les parties ont convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

L'évolution de la délinquance sur le domaine de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) et ses abords génère, depuis plusieurs années, un climat d'insécurité dont la SNCF subit les conséquences.

Les gares et leurs abords sont des lieux où s'exercent les liens de la vie sociale, avec parfois, ses excès de comportement. Les activités de la SNCF, ses clients, ses agents, les marchandises qui lui sont remises au transport, son patrimoine physique ou intellectuel, jusqu'à sa capacité même à exploiter le réseau, sont la cible d'actions malveillantes.

La politique de sûreté de l'entreprise publique a pour objectifs de prévenir les atteintes de toute nature contre les personnes, les biens et l'offre de service proposée à la clientèle, de garantir l'exploitation du réseau ferré national qui lui est confié et de dissuader les auteurs potentiels d'infractions de passer à l'acte ou de limiter les effets de leurs actions ; et lorsque cela est possible de les sanctionner.

Déployée à l'échelon national, zonal, régional et local, la politique de sûreté est en cohérence avec d'autres programmes susceptibles de renforcer son efficacité : lutte contre la fraude, amélioration de la propreté, actions de solidarité...

Elle s'inscrit dans une démarche de coproduction et de continuum de sécurité.

L'action de la SNCF en matière de sûreté impose donc de multiples formes de coopération et de partenariat et est, à ce titre, complémentaire de celle des forces de l'ordre, qu'elles soient d'Etat ou communale, sur lesquelles elle s'appuie.

La SNCF et la Ville de Grasse souhaitent donc s'inscrire dans un partenariat actif et pérenne en permettant de prévenir, de sécuriser, de dissuader et de réprimer les atteintes aux biens et aux personnes dans les gares et sur le réseau ferré de la SNCF situés sur le territoire de la commune de Grasse.

ARTICLE 1^{ER} – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention, établie dans le strict respect de la loi, des statuts, des missions, des prérogatives et de la déontologie des parties, précise, les modalités de l'action complémentaire de la police municipale de la ville de Grasse et de la SNCF, dans les gares et sur le réseau ferré de la SNCF situés sur le territoire de Grasse aux fins d'y améliorer la sécurité des personnes et des biens, prévenir et réprimer les infractions qui y sont constatées.

ARTICLE 2 - DELIMITATION DU PERIMETRE TERRITORIAL D'APPLICATION

Les partenaires s'accordent à ce que la présente convention ne s'applique que dans le strict périmètre délimité autour de la gare de Grasse et de ses emprises. Les agents de la police municipale de Grasse ne peuvent intervenir que dans les parties normalement accessibles au public. Ils pourront également accéder aux locaux qui ne sont pas accessibles au public à la condition d'y être invités et d'être accompagnés.

ARTICLE 3 - MISE EN ŒUVRE

Sans préjuger des actions déjà mises en œuvre, mais aux fins d'en améliorer l'efficacité et l'efficience, les partenaires s'accordent à organiser une présence de leurs services respectifs dans le périmètre délimité à l'article 2 de la présente convention. La police municipale de Grasse sera périodiquement présente en gare et aux abords désignés dans la présente convention.

En complément des surveillances laissées à l'initiative de la police municipale de Grasse, cette dernière sera systématiquement informée des opérations de contrôles coordonnées organisées dans les gares SNCF de son périmètre afin de pouvoir y apporter sa contribution.

Par ailleurs, les partenaires s'entendent pour se communiquer, sans délai, dans le respect des dispositions légales et réglementaires, toute information opérationnelle entrant dans l'objet de la présente convention ou de nature à en améliorer la mise en œuvre.

Chaque partenaire conserve ses prérogatives propres dans ce périmètre, et la présente convention ne fait pas obstacle à toute action menée d'initiative par l'un d'entre eux.

La présente convention ne fait pas non plus obstacle aux actions et interventions de la Police Nationale compétente territorialement, notamment, au travers de la loi n° 2016-339 du 22 mars 2016 relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENTS DE LA SNCF

La SNCF s'engage à ce que la police municipale de Grasse bénéficie :

- D'une sensibilisation aux risques ferroviaires (déplacement et risques électriques) ;
- D'une information sur les infractions à la police du transport ferroviaire ;
- De séances communes d'entraînements aux techniques d'intervention de la Sûreté Ferroviaire ;
- Si nécessaire, de badges individuels permettant d'accéder aux espaces cités dans la présente convention et ce, à titre gratuit.

ARTICLE 5 - ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE GRASSE

La Ville de Grasse, par l'intermédiaire de ses agents de police municipale en tenue, s'engage à collaborer avec la Sûreté Ferroviaire (SUGE) pour l'accompagnement d'opérations de contrôle et de sécurisation du réseau selon les actions suivantes :

- Apporter un soutien programmé aux opérations de contrôle des titres de transport dans la limite des effectifs disponibles ;
- Être présente, à la demande de la Sûreté Ferroviaire, dans la gare SNCF située sur le territoire de Grasse sur certains créneaux horaires pour l'aide à la sécurisation, dans la mesure où les effectifs le permettent ;
- Accentuer la présence spontanée et non programmée autour du réseau ferré pour augmenter le lien avec les agents du transporteur et contribuer à améliorer le sentiment de sécurité des usagers et des agents du transporteur ;
- Intervenir et répondre, sous réserve de la disponibilité de ses effectifs, à toute demande du transporteur en cas d'incident sur le réseau ou dans les gares ;
- Apporter toutes les informations utiles à la SNCF, dans la limite des règles de procédures, concernant les auteurs d'agression des agents de la SNCF ;
- Informer le transporteur des poursuites engagées à l'encontre d'agresseurs appréhendés en raison de faits commis sur le réseau.

La police municipale de Grasse pourra procéder à des opérations de contrôle conjointes avec les personnels de la SNCF, des titres de transport à bord des véhicules et des trains de la SNCF, exclusivement dans la limite du territoire communal, dans le cadre de leurs prérogatives, notamment, celles issues de la loi n° 2016-339 du 22 mars 2016 relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs et ce, sans préjudice des compétences et des missions des agents chargés du contrôle du transporteur et de la Sûreté Ferroviaire (SUGE).

ARTICLE 6 : EVALUATION DU DISPOSITIF

Les représentants de chacune des parties contractantes, à savoir : le Maire ou son représentant, le chef de la police municipale de Grasse ou son représentant, le représentant de la Direction Zonale de Sûreté, et la coordinatrice CLSPD de la ville de Grasse, se réuniront en tant que de besoin, notamment dans le cadre des réunions mensuelles CLS SNCF, et au moins une fois par semestre, pour établir le bilan des opérations réalisées et déterminer les objectifs opérationnels en relation avec l'objet de la présente convention.

Un compte-rendu de ces réunions sera établi et communiqué à chacune des parties contractantes.

Le compte-rendu annuel de l'activité sera communiqué au Préfet des Alpes-Maritimes, à la direction de la Sûreté de la SNCF et au Maire de Grasse, en vue de sa présentation au Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance. Une copie en sera adressée au Procureur de la République.

ARTICLE 7 - DURÉE

La présente convention prend effet à compter de la date de signature de la présente convention pour une durée d'un an.

Elle sera renouvelée par tacite reconduction.

La convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes après un préavis de deux mois. La partie désireuse d'y mettre fin devra en aviser l'autre partie par lettre en A/R adressée

à celle-ci à tout moment et sans autre obligation que le respect du préavis. Aucune indemnité ne pourra être réclamée.

ARTICLE 8 - MODIFICATION

Toute modification apportée à la présente convention devra obligatoirement faire l'objet d'un avenant signé des parties.

Les partenaires pourront notamment décider par voie d'avenant la réduction ou l'extension du champ d'application de la convention.

ARTICLE 9 - LITIGES

Si aucune solution amiable n'est trouvée ou si elle n'est pas acceptée par les parties, tous les litiges auxquels la présente convention pourra donner lieu tant pour sa validité que pour son interprétation, son inexécution ou sa résolution, seront réglés par le tribunal compétent, à savoir, le Tribunal Administratif de Nice.

La présente convention comporte cinq pages.

Fait à Grasse, en 3 exemplaires originaux, le 14/12/2022,

Pour la Ville de Grasse,

Le Maire,

Signature précédée de la mention « Lu et approuvé »

Jérôme VIAUD

Pour la SNCF,

La Directrice de Zone Sûreté Méditerranée,

Signature précédée de la mention « Lu et approuvé »

Chantal VAUTIER